

« Les stratégies maritimes en Extrême-Orient »

Conférence de l'Amiral Christophe PIPOLO et du Capitaine de vaisseau Hugues EUDELIN

13 janvier 2021

La Chine, par Hugues EUDELIN

Pour comprendre la stratégie chinoise, il importe de toujours envisager les questions sur un temps long. La Chine a été, du XIIe au XVe siècle, la première puissance maritime mondiale, rayonnant sur le Pacifique et l'océan Indien ; en 1820, elle était la première puissance économique mondiale, mais elle a été affaiblie par la guerre de l'Opium puis par la guerre avec la France et les « traités inégaux » qui ont durablement humilié les Chinois. Le pays a également connu des révoltes très violentes aux conséquences terribles pour son équilibre et son économie. Après 1949, la Chine s'est concentrée sur son extension terrestre et n'a retrouvé ses ambitions maritimes qu'après 1978, avec l'ouverture économique du pays et le désir d'accroître son commerce extérieur par la mer.

En 2011, la Chine a publié un livre blanc, intitulé « Développement pacifique de la Chine », définissant les intérêts fondamentaux du pays parmi lesquels figurent la souveraineté, la sécurité nationale, l'intégrité nationale et la réunification du pays, la stabilité sociale globale et enfin les moyens d'assurer un développement économique et social durable, dans lequel il voit le moyen d'éviter révoltes et soulèvements.

En découlent pour la stratégie maritime :

- La nécessité d'augmenter la zone maritime : l'interface terre/mer est excellente, mais la surface maritime, comparée à la surface terrestre est très limitée, ce qui explique la politique bien connue d'annexion des îlots et des hauts fonds transformés en îles artificielles, ou la rivalité avec le Japon au sujet des îles Diayu que la Chine considère comme lui appartenant depuis « les temps anciens ». Le gouvernement chinois refuse les arbitrages internationaux et veut un règlement bilatéral de ces conflits avec les pays voisins (Vietnam, Philippines, Japon...)
- L'obligation de sécuriser les flux d'approvisionnement et d'exportation. Tout d'abord en s'assurant du contrôle du détroit de Malacca qui, avec celui de Singapour, voit passer 40 % du flux mondial de conteneurs. Puis en prenant le contrôle, à travers l'océan Indien, des ports qui jalonnent la « route de la soie ». Pour cela, la Chine investit tout d'abord dans des infrastructures civiles avant de s'implanter militairement. Et cela... en attendant le passage du Nord, pour lequel elle se positionne aux côtés de la Russie.

Ces revendications chinoises s'appuient sur des forces militaires extrêmement puissantes et sur une marine qui a connu un développement considérable au cours des deux dernières décennies. Les moyens de cette dernière augmentent plus vite que le PIB du pays, supplantant l'armée de Terre dans les priorités budgétaires. La Chine construit une frégate

tous les deux mois et est devenue la plus forte puissance navale d'Asie. Elle compte sur la force dissuasive de cette puissance servie par sa croissance économique et par sa politique régulière d'annexions pour éviter une coalition des pays riverains.

Le Japon, par Christophe PIPOLO

La marine japonaise s'est développée à partir de la seconde moitié du XIXe siècle et la France a joué un rôle important, à la demande de l'Empereur, dans la création du premier arsenal (Yokosuka) et la constitution de la flotte. Celle-ci s'illustra brillamment, en 1905, en remportant la bataille décisive de la fin de la guerre avec la Russie. Ainsi, le Japon fit son entrée parmi les grandes nations maritimes. Après la seconde guerre mondiale et la démilitarisation du Japon il a fallu, pour sécuriser les voies maritimes japonaises et entretenir leurs abords et les aides à la navigation, créer en 1948 l'Agence de sécurité maritime qui prit en 2000 le nom de Corps des Garde-Côtes du Japon. L'éclatement de la guerre de Corée, en 1950, avait fait mesurer aux Japonais la nécessité de renforcer leur propre dispositif de défense et avait vu la création, en 1954, des forces d'autodéfense du Japon. Tout en restant privé de forces offensives, le pays s'est ainsi progressivement doté de capacités d'intervention maritime performantes et de qualité, soutenues par une politique affirmée.

Le Japon est en effet confronté à une situation géopolitique qui l'amène à devoir augmenter progressivement ses moyens de défense. Si la Chine est très soucieuse de sécuriser les routes maritimes qui conditionnent son approvisionnement et son commerce extérieur, le Japon est encore plus dépendant de ce qui est le seul accès à un pays totalement insulaire. Il importe donc que son espace maritime soit strictement sécurisé. Ce sont les Garde-côtes qui assurent cette mission, avec la protection de l'environnement marin et le respect du droit en mer. Le gouvernement s'attache aussi au développement d'une capacité nationale de surveillance du domaine maritime destinée à l'information de toutes les administrations concernées.

Le Japon fait face aux revendications territoriales des états voisins que sont la Chine dans les îles Senkaku (ou Diaoyu pour les Chinois), la Russie pour les territoires du Nord (ou îles Kouriles pour les Russes) ou la Corée du Sud pour les îles Dokdo (ou Takeshima pour les Coréens). Le pays vise donc à renforcer ses capacités de défense, voire à se donner les moyens d'intervenir sur le plan régional ou même international au titre de « l'auto-défense collective », selon l'interprétation de la Constitution définie en 2014. Cette politique s'accompagne d'une augmentation de la flotte avec la construction de navires militaires à un rythme soutenu et régulier.

Le Japon renforce également les accords avec ses alliés. Ainsi s'est mis en place un dialogue maritime bilatéral entre la France et le Japon, avec une réunion à Nouméa en 2019. Ces deux pays, tous deux membres du G7 et attachés à la sécurité internationale, ont en effet une marine ancienne et une stratégie maritime comparable, importante pour la France et sa présence dans l'océan Indien et le Pacifique et importante pour le Japon, puisque la France constitue une porte d'entrée vers l'Union Européenne.